



## Lettre n° 291 du 11 juin 2023

### Au sommaire :

- **Contre le déferlement réactionnaire sans scrupules ni limites, le combat continue pour défendre nos droits et la démocratie, en finir avec Macron et son monde** - *François Minvielle*
- **Grèce, Espagne, la page du populisme de gauche est tournée, celle des « partis larges » aussi, ou la nécessaire indépendance de classe des institutions bourgeoises** - *Daniel Minvielle*

## **Contre le déferlement réactionnaire sans scrupules ni limites, le combat continue pour défendre nos droits et la démocratie, en finir avec Macron et son monde**

La folle et odieuse attaque au couteau visant des enfants à Annecy a donné lieu à une insupportable surenchère de cynisme et de racisme, des macronistes à l'extrême-droite, abondamment relayée par les médias. Sans scrupules ni limites, ils se sont déchaînés, au mépris des faits et de la souffrance des victimes et de leurs proches. Pour Ciotti, une menace pour « *notre civilisation* ». Pour Bardella : « *c'est toute notre politique migratoire qu'il faut remettre en cause.* » Zemmour invoque « *la survie du peuple français* ». Ces déjections infectes n'en finissent pas, manipulant xénophobie et racisme, jouant des peurs pour diviser le monde du travail en prétendant défendre la nation. Aucun de ces démagogues crapuleux ne s'est interrogé trente secondes avant d'attiser les haines sur les origines réelles du drame, sur la responsabilité de la violence sociale, morale, psychologique, que produit leur société d'oppression qui isole les individus, les enferme dans le désespoir parfois jusqu'à la folie la plus absurde, meurtrière.

Parmi les premières à engager cette instrumentalisation, Aurore Bergé, filant le train à Macron et Borne, n'a pas hésité à utiliser le drame pour censurer la discussion sur la loi LIOT et discréditer notre mouvement, déclarant : « *Être en ce moment dans l'hémicycle avec une espèce de bataille de chiffonniers sur une recevabilité ou non d'amendements nous paraît en total décalage par rapport à l'effroi qui submerge notre pays* ». Quelle hypocrisie ! Le drame d'Annecy ne saurait de quelque façon que ce soit discréditer les exigences de millions de femmes et d'hommes face à un pouvoir autocratique.

Ces agissements cyniques et démagogiques montrent leur vrai visage de politiciens prêts à tout pour défendre leurs privilèges et le pouvoir de la minorité qui détient

les rênes de l'économie et de la finance. Avec cette campagne grossière, ils espèrent nous soumettre à leur imbécillité criminelle et tourner la page de notre mobilisation qui les fait paniquer.

Mais ce déchaînement peut provoquer l'inverse, accroître la révolte contre leur monde, contribuer à la prise de conscience que nos luttes sont bien la seule méthode pour mettre au pas ces démagogues et toutes les forces réactionnaires qui servent la classe dominante.

Le 6 juin encore, les cortèges étaient animés de la fierté d'avoir tenu tête, contesté le pouvoir, d'être encore là malgré les difficultés à se dégager de la stratégie d'échec de l'intersyndicale, alors que Laurent Berger avait annoncé la veille que « *le match est en train de se terminer* », signifiant à tous ceux qui voulaient se mobiliser que l'affaire était pliée, une « *forme de défaite productive* » a-t-il ajouté le lendemain.

Pour celles et ceux qui se sont mobilisés pendant tous ces mois, il n'y a pas de défaite, mais bien l'accumulation décisive de forces et d'expériences pour la suite.

La défaite est du côté de ceux qui ont voulu faire croire que, par la voie parlementaire ou celle du « *dialogue social* », il y avait moyen d'obtenir le retrait, alors qu'il aurait fallu construire un changement radical du rapport de force pour faire plier Macron, qui avait fait de sa réforme des retraites la mère des batailles.

Notre mobilisation a commencé à changer le rapport de forces. Elle a produit des acquis militants précieux pour la suite, des acquis politiques aussi, à commencer par une compréhension du rôle de l'Etat, des institutions, la compréhension que la lutte engagée entre le travail et le capital ne peut connaître de fin hors de la liquidation du para-

sitisme de l'aristocratie financière, seule façon de mettre fin aussi à la folie réactionnaire qu'ils voudraient imposer à toute la société.

## Une double comédie qui s'achève en débandade

« *Nous ne nous ridiculiserons pas à poursuivre le débat* » a déclaré le président du groupe LIOT qui n'a pas craint d'être ridicule en retirant sa loi d'abrogation de la réforme des retraites le 8 juin, jour où elle devait être votée. LIOT a finalement renoncé à réintroduire l'abrogation des 64 ans, évitant à la présidente de l'Assemblée de mettre à exécution sa menace d'empêcher le vote. Responsable, il a préféré atténuer un nouvel épisode de crise qui aurait pu encore accroître la colère, après le 49-3 et les avis du Conseil constitutionnel. Quant à la NUPES, elle a applaudi le geste du groupe centriste, avec le RN, et elle a déposé une nouvelle motion de censure qui sera examinée en début de semaine, sans grande chance de succès.

La débandade parlementaire est le pendant de celle de l'intersyndicale qui avait fait de la journée du 6 une mobilisation pour appuyer le vote des députés... qui n'aura pas eu lieu ! Malgré leur échec, Berger comme Binet se félicitent : « *on a perdu sur le texte, mais ça a été productif sur l'image qu'on a donnée du syndicalisme* »... « *on a gagné la bataille des consciences, remis le syndicalisme au centre* ».

Les deux se réjouissent de la syndicalisation en hausse qu'ils entendent utiliser pour appuyer le dialogue social. Mais ce qu'ils ont à proposer aux nouveaux et anciens syndiqués, c'est du bluff en prétendant qu'ils auraient les moyens maintenant de fixer « *l'agenda social* ». « *L'unité ... nous permet de renverser la table et d'imposer que la négociation se fasse sur la base des propositions intersyndicales* » a osé la secrétaire de la CGT, ajoutant dans une interview « *Emmanuel Macron doit taper du poing sur la table pour dire « ça suffit » au patronat !* ». On ne sait lequel tremble le plus.

Le bluff cache mal l'impuissance de l'intersyndicale, refusant d'engager une stratégie d'affrontement, à rebours de ce que certains ont appelé la « giletjaunisation » du mouvement, c'est-à-dire la compréhension qu'il n'y avait rien à négocier, que la bataille engagée pour le retrait de la réforme impliquait un affrontement global qui débouche sur le renversement du gouvernement et l'affirmation de la nécessité d'un nouveau pouvoir, pour et par les travailleurs eux-mêmes, pour en finir avec la régression sociale.

## La dette et la guerre, le parasitisme de la finance sur le travail

Les classes dominantes sont déjà passées à l'étape suivante de leur offensive contre les classes populaires.

Entre la grève du 6 et la comédie du 8, l'Assemblée, beaucoup plus calme, a voté en 1<sup>ère</sup> lecture la Loi de programmation militaire ([lire ici](#)) qui prendra 413 milliards dans nos poches pour financer le militarisme et la guerre. Macronistes, LR, LIOT et RN ont voté ensemble cette aug-

mentation sans précédent du budget de l'armée jusqu'en 2030 (il aura doublé en 13 ans), en le justifiant avec la guerre en Ukraine et au nom de « *la défense du pays... et de l'unité de la nation autour de ses armées* ».

C'est au nom des mêmes « valeurs » que les groupes PS et EELV se sont abstenus. « *Pas un modèle d'armée suffisant* » a déclaré le PS, tandis qu'EELV regrettait le manque de moyens pour « *l'Europe de la défense* ». Le PCF et LFI ont voté contre au nom d'une stratégie plus indépendante de l'OTAN. Roussel s'est fait le défenseur de « *la sécurité de la nation* » et des restes de l'empire colonial regrettant le manque de moyens pour « *la défense de nos territoires d'outre-mer* ». Quant à LFI, elle a expliqué qu'« *il faut nous projeter. Et cette LPM ne le fait pas* ». Postulant tous à gouverner l'Etat, ils défendent le patriotisme et le militarisme au service de la France disent-ils, c'est-à-dire des classes dominantes, pour s'approprier des richesses, contrôler des zones d'influence, se faire une place dans la concurrence face aux autres puissances...

Cette unité de vue en faveur du militarisme contraste avec leur opposition sur la réforme des retraites, les deux sont pourtant liés. L'économie de milliards sur le dos des retraités et plus largement sur tous les services à la population, n'a pour fonction que de financer l'armée et la dette.

En mars, juste avant le 49-3, Macron avait présenté sa réforme comme nécessaire pour rassurer les marchés, agitant le danger de « *risques financiers et économiques trop grands* » pour emprunter. La préoccupation du gouvernement est d'assurer la capacité de l'Etat à payer leurs intérêts aux financiers qui ont acheté des titres de la dette. Le montant de ces intérêts s'élevait à 42 milliards en 2022, il devrait en atteindre 52 en 2023 et plus de 71 en 2027. Quant à la dette publique globale, les fameux 3000 milliards qu'on nous martèle pour nous assommer, elle est renouvelée sans cesse par de nouveaux emprunts quand certains arrivent à leur terme. Elle « roule » en grossissant en permanence, dans un système qui assure une rente sans fin aux groupes financiers.

Alors quand Le Maire annonce la « *sortie définitive du quoi qu'il en coûte* » et un plan massif « *d'économies tout en améliorant le service* » alors que les services publics sont déjà exsangues, ce qu'il vise c'est là-aussi des économies sur le dos des classes populaires. Pas d'austérité par contre pour le patronat et les financiers qui continuent à bénéficier chaque année de plus de 160 milliards de cadeaux fiscaux et exonérations de toutes sortes.

« Service de la dette », marchés publics, dont celui de l'armement dopé par la LPM, cadeaux au patronat... la machinerie de l'Etat sert à canaliser vers l'aristocratie financière le maximum d'argent public, tiré de l'exploitation du travail, des impôts et des taxes sur les classes populaires.

Conséquence de ce parasitisme permanent et croissant : « *les inégalités sociales demeurent aiguës* » constate l'Observatoire des inégalités dans son rapport publié cette semaine. Les 10 % les plus riches concentrent davantage de richesses, 47 % de tout le patrimoine, contre

41 % il y a dix ans. Des inégalités qui se manifestent tout au long de la vie... jusqu'à la retraite : « *Un ouvrier âgé de 35 ans peut espérer vivre jusqu'à 77,6 ans. Un cadre peut compter sur six années de vie supplémentaires, dont cinq années de retraite en plus qu'un ouvrier* » indique le rapport. Une régression insupportable et explosive.

### « **Les grèves deviennent réalité** »

C'est ce qu'on pouvait lire sur une des pancartes de la « Working Class on parade » des travailleurs de Disneyland Paris, en grève contre l'inflation et pour des augmentations de salaire. Les cinq mois de contestation ont donné de la force et créé un climat d'émancipation qui nourrit la colère et encourage les luttes.

Le mouvement a accéléré une politisation qui rend conscient le lien entre la régression sociale, les bas salaires, les conditions de travail, et le parasitisme du capital, la pression des actionnaires pour tirer du profit. La conviction s'est renforcée qu'on peut gagner par la lutte, inverser le rapport de force face à son patron jusqu'à le faire céder, comme l'ont montré les ouvrières de Vertbaudet.

La répression, qui continue encore avec des arrestations de militants, fait la démonstration du rôle de l'Etat au service des classes dominantes, sa police, sa justice, flattant les peurs de tout ce que le pays compte de réactionnaire contre le mouvement.

Au fil des semaines, les slogans comme « *La vraie démocratie, elle est ici* », « *Le capitalisme à la retraite* », « *Métro, boulot, caveau* » ont exprimé une critique radicale de la société d'exploitation et de l'aliénation, une aspiration à la démocratie par en bas, pour décider d'initiatives

de lutte, discuter de chaque étape du mouvement, de ses perspectives, une démocratie qui a commencé à s'organiser dans les réseaux, les assemblées, les interpros, les collectifs...

Pour sortir de l'impasse des journées d'action prisonnières de l'objectif de rétablir un « dialogue social » impossible, la question de la grève générale s'est discutée, le besoin d'une stratégie pour affronter le gouvernement et le patronat, pour un pouvoir démocratique issu des luttes qui soit vraiment le nôtre, au service des intérêts collectifs du monde du travail.

Non, « le match » n'est pas terminé. Tous ces acquis sont autant de victoires précieuses de la lutte qui n'ont pas fini de germer et de proliférer et qui ont redonné vigueur à un large mouvement pour la lutte de classe. Face au patronat et au gouvernement qui durcissent leur offensive, ils sont autant d'appuis indispensables pour se préparer à faire face aux autres attaques déjà engagées, le recul des salaires, la casse des services publics dont l'éducation, le RSA, les fermetures d'usines et les licenciements...

Nombreux sont les jeunes, les travailleur·e·s qui, aujourd'hui, ont envie de s'organiser. Ils ont raison. Le monde du travail a besoin de s'organiser pour défendre ses droits, mettre au pas les forces réactionnaires, participer consciemment à la lutte sociale et politique, en être les acteurs sans laisser les appareils politiques ou syndicaux décider de nos luttes et de notre avenir. « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !* » et pour cela nous avons besoin de construire notre propre parti, le parti des travailleurs.

François Minvielle

---

## **Grèce, Espagne, la page du populisme de gauche est tournée, celle des « partis larges » aussi, ou la nécessaire indépendance de classe des institutions bourgeoises**

Le 21 mai dernier, les élections législatives en Grèce confirmaient la prédominance du parti de droite Nouvelle démocratie et la déroute de Syriza. Le 28, c'était au tour de l'Espagne où le PSOE de Sánchez et ses alliés d'Unidos Podemos subissaient une dure défaite aux élections régionales et municipales.

Six régions sur les dix que dirigeait le PSOE seul ou en coalition sont tombées entre les mains du Parti Populaire qui remporte également de nombreuses grandes villes, dont Valence et Séville. Cette poussée du parti conservateur s'accompagne d'une montée de Vox, l'extrême droite nostalgique du franquisme, qui s'impose comme un partenaire avec lequel le PP devra compter dans de nombreux cas pour obtenir son investiture à la tête des exécutifs.

Sur la gauche du PSOE, la déroute est cuisante. Podemos perd 32 sièges sur les 47 qu'il détenait dans diverses assemblées régionales et disparaît de trois d'entre elles. Il est éliminé de cinq des exécutifs régionaux sur les six aux

quels il participait. Aux municipales, il n'obtient que 0,59 % des voix contre 5,86 % il y a quatre ans.

Confronté à la débâcle, Sánchez s'est empressé d'avancer au 23 juillet les élections législatives nationales initialement prévues en décembre, déclarant : « *Comme président du gouvernement et comme secrétaire du Parti socialiste, j'assume les résultats et je pense qu'il est nécessaire de donner une réponse et de soumettre notre mandat démocratique à la volonté populaire* ». Certains commentateurs ont vu dans cette décision une des « stratégies » dont il aurait le secret pour « gagner » : tenter de réduire le temps de préparation dont disposera la droite, tandis que le PSOE mènera campagne sur le thème du barrage à l'extrême droite, dans la perspective d'une nouvelle coalition avec une gauche « radicale » moins « encombrante » et « bruyante » que Podemos... Mais cela sonne surtout comme une façon de se laver les mains de cette montée de la droite extrême et de l'extrême droite dans laquelle

la politique de son gouvernement porte une lourde responsabilité, de tenter de s'en défaire sur la « volonté populaire », sur le vote d'électeurs victimes de sa politique au service du patronat.

## **Podemos, la logique du « nouveau réformisme » conduite jusqu'au bout**

L'effondrement actuel de Podemos prolonge la trajectoire qui l'a conduit de sa création en 2014 comme expression politique institutionnelle du puissant mouvement des indignés de 2011 à son entrée dans le gouvernement Sánchez en janvier 2020 et à la démission d'Iglesias l'année suivante. [voir [DR 126](#) et [DR 192](#)]

Fort des succès importants de ses débuts électoraux, Podemos s'était autoproclamé « *machine de guerre électorale* », version ibérique de la « *révolution par les urnes* ». Mais ses scores n'ont cessé de reculer au fil des scrutins. En janvier 2020, l'échec électoral de la coalition Unidos Podemos (Podemos + Izquierda Unida, constituée autour du PCE) conduisait Iglesias, qui en assurait la direction, à négocier des places au sein du gouvernement de Sánchez dans une prétendue « *coalition progressiste* » qui n'avait d'autre but que d'assurer à ce dernier la majorité nécessaire à son investiture. Cinq membres d'Unidos Podemos entraient au gouvernement, dont Iglesias, 2<sup>ème</sup> vice-président délégué aux droits sociaux. Il le quittait en avril 2021 pour diriger la campagne aux élections régionales de Madrid contre la présidente ultra conservatrice de la communauté autonome madrilène, Isabel Diaz Agusto. Il avait au préalable négocié avec Sánchez son remplacement comme ministre des droits sociaux par Ione Bellarra, dirigeante actuelle de Podemos, et un poste de vice-présidente pour Yolanda Diaz, ministre de l'industrie et membre du PCE. La campagne d'Iglesias à Madrid se soldait par un échec, sur quoi il décidait de cesser ses activités politiques, disant, imbu de l'importance qu'il s'imaginait avoir : « *Quand on cesse d'être utile, il faut savoir se retirer* »...

Aujourd'hui, alors que Podemos a été laminé aux municipales et aux régionales, c'est Yolanda Diaz, toujours ministre de l'industrie, qui tient la vedette à gauche du PSOE. Réputée championne du « *dialogue social* », elle a à son « actif » de ministre une revalorisation du salaire minimum annoncée en fanfare, mais bien inférieure à l'augmentation du coût de la vie du fait de l'inflation ; la mise en place d'un nouveau CDI qui a permis de diminuer les statistiques de la précarité... mais pas la précarité elle-même ; elle a réussi à trouver un accord entre syndicats et gouvernement sur les retraites, sans remettre en cause le report de l'âge légal à 67 ans, en accélérant au contraire sa mise en œuvre... C'est dire à quel point elle a contribué à provoquer la baffé électorale que vient de connaître le gouvernement.

Nommée dirigeante d'Unidos Podemos par Iglesias à son départ, Yolanda Diaz a quitté le navire pour créer, en 2022, sa propre organisation, Sumar (additionner), nébuleuse d'organisations dont certaines étaient déjà parties

prenantes d'Unidos Podemos... hors Podemos. Le 2 avril dernier, Diaz déclarait Sumar comme parti politique et annonçait qu'elle serait candidate à la présidence du gouvernement à l'issue des législatives alors prévues en décembre. Depuis, les choses se sont précipitées du fait de la décision prise par Sánchez de les avancer au 23 juillet.

Ironie de l'histoire, ce sont Podemos et Iglesias qui ont pour une bonne part permis à Yolanda Diaz, membre du PCE, d'être aujourd'hui à l'initiative de cette nouvelle opération de regroupement de la « *gauche à gauche du PSOE* ». Et Podemos n'a pas d'autre solution, pour éviter d'affronter seul les échéances du 23 juillet, que de s'associer à Sumar... qui lui impose ses exigences. Un accord pour une coalition électorale Sumar-Podemos aurait été trouvé ce vendredi 9 bien que, selon Bellarra, tout ne soit pas encore réglé, en particulier à cause du refus, par Diaz, que l'actuelle ministre Podemos de l'Égalité, Irene Montero, fasse partie des listes présentées...

Alors que les conservateurs du Parti Populaire, coalisés ou pas avec l'extrême droite franquiste, menacent de s'imposer aux Cortes après le raz de marée des municipales et des régionales, l'histoire du « populisme de gauche » s'achève en Espagne sur de sordides marchandages de postes.

## **Tirer les leçons politiques d'une déroute**

L'histoire du groupe Anticapitalistas, membre de la IV<sup>ème</sup> internationale (SU) et tenant de sa politique des « partis larges », est liée à celle de Podemos). Constitué en parti qui s'appelait alors Izquierda Anticapitalista, il a contribué à construire le mouvement Podemos, par en haut, en collaboration avec quelques intellectuels comme Iglesias qui venait du PCE. Tout à l'illusion de créer une nouvelle forme de mouvement politique visant à transformer la mobilisation sociale des indignés en force électorale capable de prendre le pouvoir, d'imposer une nouvelle constitution et de répondre aux besoins qu'exprimait la révolte populaire, les dirigeants d'Izquierda Anticapitalista acceptaient le dictat de la direction de Podemos, déjà entre les mains d'Iglesias et de ses amis : pas de parti politique au sein de Podemos. Ils se dissolvaient donc en tant que parti, devenant une association, Anticapitalistas. Cela revenait à s'effacer face à un appareil qui ne disait pas son nom, à se cantonner à une opposition critique sans réel pouvoir pour finalement quitter Podemos en 2020 au moment où Iglesias passait son accord de gouvernement avec Sánchez, une « séparation » sans véritable rupture politique.

En 2015, les dirigeants d'Izquierda Anticapitalistas justifiaient leur dissolution dans Podemos en prenant argument de l'arrivée de Tsipras et Syriza au pouvoir en Grèce, portés par le puissant mouvement de révolte contre les plans d'austérité draconiens imposés par l'UE, la BCE et le FMI pour satisfaire les financiers détenteurs de la dette. Devenu chef du gouvernement sur la promesse d'en finir avec cette austérité imposée par la Troïka, Tsipras n'avait en réalité pas d'autre choix que de se soumettre à leurs exigences à partir du moment où il ne remettait pas en

cause les institutions et le pouvoir des classes possédantes. C'est sur cette « trahison » des espoirs que Tsipras et Syriza avaient eux-mêmes créés que le parti de droite Nouvelle Démocratie revenait au pouvoir en 2019, obtenant la majorité absolue aux législatives. Nouvelle Démocratie est de nouveau arrivé largement en tête le 21 mai dernier, mais sans majorité, ce qui a conduit le premier ministre en place à appeler à de nouvelles élections. Syriza, qui a joué « *loyalement son rôle de parti d'opposition* » au Parlement, continue sa chute, de 31,6 % des voix en 2019 à 20 % aujourd'hui, perdant 15 sièges, tandis que la gauche « classique », PASOK et PC font une timide remontée.

La chute de Syriza, l'effondrement de Podemos, montrent par la pratique et de façon parfois tragique à quel point ce prétendu « nouveau réformisme », ce « populisme de gauche » pour qui le terme de classe a disparu du vocabulaire et surtout des raisonnements, constituent un dévoiement des mouvements sociaux et une impasse politique pour les révolutionnaires qui s'associent à leurs aventures. C'est pourtant vers des accords du même type que les organisations qui se revendiquent de la IV<sup>e</sup> internationale version SU s'orientent inlassablement, ici avec le NPA de Poutou et Besancenot mais aussi en Espagne.

Commentant le résultat des élections du 28 mai, Jaime Pastor, un des dirigeants d'Anticapitalistas écrit [\[lire ici\]](#) : « *Face à ce panorama, la gauche anticapitaliste doit aussi assumer sa part de responsabilité dans la situation de défaite collective dans laquelle nous nous trouvons et qui la conduit à être pratiquement absente comme alternative politique dans la prochaine confrontation électorale.* » Le seul courage politique dont la « gauche anticapitaliste » fait preuve, c'est d'assumer sa « *part de responsabilité* » dans l'échec électoral de partis qui servent fidèlement les intérêts de la bourgeoisie, tout en faisant comme si sa propre participation à la prochaine « *confrontation électorale* » aurait pu constituer une « *alternative politique* ». Il poursuit : « [...] *elle ne doit pas ignorer la nécessité d'aider à empêcher la victoire du bloc de droite [...] elle devrait y faire face à partir d'une position autonome et critique qui, à son tour, cherche à s'unir aux mouvements*

*sociaux et aux forces politiques à gauche du PSOE dans un processus de remobilisation sociale contre les politiques néolibérales et néoconservatrices, d'où qu'elles viennent et quel que soit celui qui gouverne* ».

La formulation est tarabiscotée, mais le sens est clair : appel à voter Sumar pour faire barrage au « bloc de droite », ce qui semble logique, tout en restant dans la même vieille ornière, tenter de faire croire qu'il serait possible, en s'appuyant sur des « *remobilisations sociales* », de faire alliance avec cette « gauche de gauche » du PSOE pour combattre la politique néolibérale de ce dernier ou celle de la droite conservatrice. Il est pourtant bien évident qu'après des campagnes indépendantes et opposées et si leur score le permet, PSOE et Sumar-Podemos passeront un accord de gouvernement, laissant la « *gauche anticapitaliste* » à sa « *position autonome et critique* » et à des illusions auxquelles elle semble incapable de renoncer.

Changer le monde ne peut se faire que par une révolution sociale, la prise du contrôle démocratique et économique de la société par les travailleurs, le renversement révolutionnaire des institutions bourgeoises, leur remplacement par des organes démocratiques dirigés par et pour les travailleur·e·s. Les forces sociales existent pour cela. Celles des indigné·e·s de 2011 se sont laissé enfermer dans les urnes par Podemos, elles n'en sont pas mortes pour autant, comme l'ont prouvé les nombreuses mobilisations des femmes pour leurs droits, plus récemment les fortes mobilisations pour dire stop à la régression de la santé publique, etc. Cela dans un monde où l'aggravation de la crise sociale et des offensives des gouvernements et du patronat, la dégradation continue des conditions de vie à laquelle le capitalisme en faillite condamne les 99 % de l'humanité font inévitablement renaître de puissants mouvements sociaux, forts de nouvelles expériences, et cela dans tous les pays. C'est une perspective, bien plus réelle et crédible que les minables calculs électoraux, sur laquelle peut s'appuyer le mouvement révolutionnaire pour contribuer à construire des organisations politiques de classe, des partis des travailleurs indépendants, débarrassés de toute illusion électoraliste.

Daniel Minvielle